

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota

En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito

Semaine du 18 juin 2026

<b>FOCUS - LE DEFICIT COMMERCIAL SE CREUSE EN 2025 ET LA CHINE DETRONE LES ÉTATS-UNIS POUR DEVENIR LE 1<sup>ER</sup> FOURNISSEUR DE LA COLOMBIE.</b>	<b>2</b>
<b>Bolivie</b>	<b>3</b>
La Banque mondiale prévoit une contraction du PIB de -3,2 % en 2026.	3
<b>Colombie</b>	<b>3</b>
Bien que les marchés financiers anticipent une victoire de l'extrême-droite, la confiance des investisseurs restera fragile.	3
Le gouvernement augmente les objectifs d'inflation et de déficit budgétaire pour 2026.	3
La hausse de 23 % du salaire minimum a élargi le fossé entre travailleurs formels et informels.	4
En avril, les ventes au détail augmentent de 14,9 % tandis que la production industrielle est en hausse de 3 %.	4
<b>Équateur</b>	<b>5</b>
Les exportations pétrolières reprennent la première place grâce à l'augmentation des prix sur les marchés internationaux.	5
Le secteur des banques mutualistes ( <i>cooperativas de ahorro y credito, COAC</i> ) affiche des indicateurs dégradés sur les 4 premiers mois de l'année.	5
<b>Guyana</b>	<b>5</b>
Le Guyana aurait engendré 353 M\$ grâce à la vente de crédits carbone depuis 2022.	5
<b>Pérou</b>	<b>6</b>
Le chômage à Lima chute à un niveau historique de 5 %.	6
Le respect des objectifs budgétaires du Pérou reste incertain à moyen terme.	6
<b>Suriname</b>	<b>7</b>
TotalEnergies a identifié de nouveaux sites de forage sur son bloc pétrolier offshore.	7
<b>Venezuela</b>	<b>7</b>
Repsol signe un accord pour explorer une nouvelle zone pétrolière.	7
Malgré une offre concurrente, le Venezuela conserverait <i>Centerview Partners</i> comme unique conseiller financier.	7

# Focus - Le déficit commercial se creuse en 2025 et la Chine détrône les États-Unis pour devenir le 1<sup>er</sup> fournisseur de la Colombie.

**En 2025, les exportations colombiennes stagnent, à 50,2 Md\$ (+0,6 Md\$), masquant des dynamiques contraires.** Les exportations traditionnelles chutent : pétrole (-18 %), charbon (-32 %) et ferronickel (-12 %), contrebalancées par le boom des exportations agroalimentaires (+33 %), portées par les exportations de café (+71 %). Les exportations d'or sont également en hausse.

**Les exportations colombiennes restent peu diversifiées et de faible valeur ajoutée.** La Colombie est historiquement orientée vers les produits extractifs dits « traditionnels » (charbon, café, pétrole et ferronickel). En moyenne depuis 1992, ces exportations représentent 55 % du total exporté. Depuis 2022, ces exportations reculent (46 % des exportations totales en 2025) mais maintiennent une part conséquente dans la structure exportatrice du pays. Par ailleurs, une très large part des exportations colombiennes est de faible valeur ajoutée, et est aisément substituable. Huit chapitres douaniers représentent 75 % des exportations colombiennes et seuls deux présentent une forte valeur ajoutée : (i) les matières et ouvrages en matières plastiques et (ii) les appareils et matériels électriques, d'enregistrement ou d'image, qui représentent à eux deux 5,7 % des exportations totales. L'industrie manufacturière représentait 22 % des exportations en 2025.

**En parallèle, les importations - principalement de produits manufacturés - ont fortement augmenté (+10 %) dans le cadre d'une croissance économique portée par la consommation.** La croissance a atteint +2,4 % en 2025 et la consommation des ménages +3,6 %. L'augmentation des importations a porté notamment sur les produits manufacturés (75 % des importations), qui se sont élevées à près de 53 Md\$ (+12 %, principalement soutenue par la hausse des importations de véhicules, +37 %). Les importations de produits agroalimentaires et de boissons sont également en hausse (+11 %) pour atteindre 10 Md\$ après une baisse en 2024 (-2,5 %).

**Les États-Unis restent le 1<sup>er</sup> partenaire commercial de la Colombie (26 % des échanges) bien que la politique commerciale incite à une diversification des partenaires commerciaux.** Si la Colombie dispose d'un accord de libre-échange avec les États-Unis, l'annonce de l'application des 10 % de droits de douane universels en avril 2025 a particulièrement touché la Colombie : près de la moitié des exportations sont soumises à ces droits de douane, notamment le café, les fleurs, les bananes, et les produits en aluminium et en acier. Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes représentent 27,9 % des échanges commerciaux de la Colombie, affichant une part stable (27,6 % en moyenne depuis 2015). Les principaux clients de la Colombie sont le Panama (7,3 %), le Brésil (3,8 %), l'Équateur (3,7 %) et le Mexique (3,2 %). Les pays européens ont quant à eux vu leurs échanges avec la Colombie fortement diminuer sur l'année : l'Union européenne représentait 11,7 % du commerce extérieur de la Colombie en 2025 (contre 12,2 % en 2024).

**La Chine a détrôné les États-Unis pour devenir le 1<sup>er</sup> fournisseur de la Colombie, représentant 27,3 % des importations totales du pays.** La décision prise par le gouvernement de rejoindre l'initiative des Nouvelles routes de la soie en mai 2025 a ainsi réorienté l'ambition de diversification des partenaires commerciaux vers la Chine. Depuis 2010, l'Empire du milieu a multiplié par plus de 2,5 sa part dans le commerce extérieur colombien.

# Bolivie

**La Banque mondiale prévoit une contraction du PIB de -3,2 % en 2026.**

Le pays continuerait d'être l'économie la moins performante d'Amérique latine, le Guyana et le Paraguay affichant les taux de croissance les plus élevés de la région. Après un recul de la croissance estimé à -1,6 % en 2025, l'économie se contracterait à nouveau cette année avant d'enregistrer un rebond de 4 % en 2027. Cette projection pour 2026 confirme la détérioration des anticipations internationales concernant l'économie nationale. En effet, la Bolivie fait face à des obstacles majeurs : la baisse de ses recettes extérieures, une pénurie de devises étrangères, un déficit budgétaire élevé et des difficultés à maintenir la croissance dans un contexte de production d'hydrocarbures en recul. L'activité économique est également affectée par les blocus (cf. [Brèves semaine 16](#)). D'après la Chambre nationale des industries, les pertes causées par ces blocus atteindraient 5,5 % du PIB national, soit un total cumulé de plus de 2,8 Md\$ sur les 50 derniers jours.

# Colombie

**Bien que les marchés financiers anticipent une victoire de l'extrême-droite, la confiance des investisseurs restera fragile.**

**Selon la Deutsche Bank, le prix des actifs reflète déjà les anticipations d'une victoire d'Abelardo de la Espriella (extrême-droite),** cf. [Brève semaine 23](#). Francisco Campos, économiste en chef de la Deutsche Bank, estime qu'il existe un large consensus parmi les gestionnaires de fonds, les sondeurs et les experts locaux sur un scénario de victoire de l'extrême droite. Dès lors, la performance des marchés des changes, de la dette et des marchés boursiers dépendra moins du résultat du second tour que de la mise en œuvre de l'agenda économique du futur gouvernement.

**Le soutien initial des marchés pourrait être fragilisé par les défis budgétaires, politiques et sociaux susceptibles d'entamer la confiance des investisseurs.** D'une part, la Deutsche Bank estime que le ratio dette/PIB continuera probablement d'augmenter, au vu de l'ampleur du défi budgétaire, bien qu'à un rythme plus modéré. D'autre part, la future administration devra gouverner un pays divisé. Les initiatives économiques pourraient être affectées par des tensions sociales et des manifestations portées par l'opposition. Enfin, le rapport estime que les secteurs qui bénéficieraient le plus d'un changement de gouvernement seraient l'industrie pétrolière et gazière, l'objectif étant d'augmenter la production de pétrole d'environ 740 000 à 1,3 M de bpj (+76 %).

**Le gouvernement augmente les objectifs d'inflation et de déficit budgétaire pour 2026.**

**Le ministère des Finances a annoncé une révision de l'objectif de déficit budgétaire pour 2026, passant de 5,1 % à 5,3 % du PIB.** En effet, bien que le gouvernement ait relevé son objectif de recettes fiscales (de 322 à 325 Md\$), justifié par la hausse du prix du pétrole Brent, il a davantage augmenté ses prévisions de dépenses (passant de 424 000 à 431 000 Md\$). Cette hausse des dépenses s'explique par un niveau plus élevé de paiements d'intérêts entre 2026 et 2027 prévu par le Trésor, passant de 60 à 65 Md\$. Cet ajustement du déficit implique une augmentation de la dette publique, de 58,6 % à 58,9 % du PIB.

**Les prévisions d'inflation sont, quant à elles, passées de 5,1 % à 6 %.** Le ministre des Finances, Germán Ávila, a expliqué que la trajectoire de désinflation a ralenti, en partie en raison de pressions d'offre et de mécanismes d'indexation. Cependant, selon lui, « la dissipation progressive de ces chocs permettrait de réduire l'inflation à 4,4 % en 2027 et de converger vers 3 % à moyen terme ».

L'objectif de croissance du PIB reste toutefois inchangé à 2,6 %. En revanche, le Trésor a revu à la baisse ses prévisions concernant le compte courant, de 2,9 % à 2,2 % du PIB en 2026, une correction principalement justifiée par le dynamisme des exportations.

**En matière de change, le ministère prévoit que le peso continuera de s'apprécier face au dollar.** La monnaie colombienne se situe à son plus haut niveau depuis cinq ans, à 3 475,8 COP pour un dollar. Le peso colombien a ainsi consolidé sa position de devise émergente la plus performante face au dollar au cours des douze derniers mois.

**La hausse de 23 % du salaire minimum a élargi le fossé entre travailleurs formels et informels.**

**L'augmentation du salaire minimum de 23 % début 2026 a concentré les salaires formels autour de ce plancher et a creusé l'écart avec l'emploi informel,** selon l'Anif (un think tank). Le rapport indique que le nombre de travailleurs formels gagnant exactement le nouveau salaire minimum (cf. Brèves semaine 7), soit 508 \$ (1 750 905 COP), est passé de 3,3 M en 2025 à 3,6 M en 2026. Plus encore, sur 10 créations de nouveaux emplois, environ neuf sont rémunérés au salaire minimum, contre environ huit l'an dernier. L'Anif avertit que cette évolution s'explique par le fait que des salaires qui, jusqu'à l'année précédente, étaient légèrement supérieurs au plancher légal ont été absorbés par le nouveau minimum, sans se traduire par une amélioration proportionnelle pour le reste de l'échelle salariale. Par ailleurs, la proportion de salariés informels gagnant moins que le salaire minimum a augmenté par rapport à 2025, ce qui creuse l'écart entre formalité et informalité. L'Anif souligne qu'une part croissante des travailleurs informels s'éloigne, en termes relatifs, de la possibilité d'atteindre le salaire minimum, niveau de revenu nécessaire pour contribuer à la sécurité

sociale et, à terme, se rapprocher de la formalité.

**En avril, les ventes au détail augmentent de 14,9 % tandis que la production industrielle est en hausse de 3 %.**

**Les ventes réelles au détail ont augmenté de 14,9 % en avril (en g.a.), soit leur meilleur résultat depuis juillet 2025,** selon le DANE (Institut national de statistique). La plus grande part de cette croissance se concentre sur les véhicules, les appareils électroménagers, la technologie et les biens ménagers. Selon Diego Montañez-Herrera, économiste à l'Université Eafit, ces résultats s'expliquent par la reprise de la consommation des ménages. En effet, l'appréciation du peso, la hausse du salaire minimum, la croissance des envois de fonds depuis l'étranger, qui dépassent 1 Md\$ ce mois-ci, ainsi que l'inflation plus faible que celle observée il y a deux ans sont autant de facteurs expliquant ce rebond.

**Par ailleurs, l'indice de production industrielle (IPI) a augmenté de 3 % en avril (en g.a.),** après une hausse de 2,4 % en mars et un niveau négatif au cours des trois mois précédents. Alors que des secteurs tels que les véhicules, les équipements de transport, la pharmacie et le raffinage du pétrole affichent de bonnes performances, d'autres restent en retard, comme le textile (-12 %), les produits chimiques de base, le papier (-6,3 %), ainsi que le fer et l'acier. En ce qui concerne la période de janvier à avril 2026, l'IPI a enregistré une progression de 1,2 % (en g.a.). Toutefois, il reste à un niveau relativement faible, le secteur industriel étant pénalisé par la faiblesse de l'investissement (cf. [Brèves semaine 19](#)).

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation en glissement annuel	Ce jour
Bourse (COLCAP)	6,5%	46,0%	2408
Change USD/COP	-1,8%	-16,7%	3440
Change EUR/COP	-2,7%	-18,2%	3947
Prix du baril (Brent, USD)	-11,1%	5,7%	78,81

# Équateur

**Les exportations pétrolières reprennent la première place grâce à l'augmentation des prix sur les marchés internationaux.**

**Selon le dernier rapport de la Banque centrale, le pétrole a retrouvé sa place de premier produit d'exportation de l'Équateur au cours des quatre premiers mois de 2026.**

Entre janvier et avril, les exportations pétrolières ont représenté près de 2,99 Md\$, contre 2,94 Md\$ pour la filière crevette. L'écart entre les deux secteurs ne s'établit qu'à 47,6 M\$, illustrant la concurrence croissante entre ces piliers du commerce extérieur. Cette évolution marque un retournement par rapport à 2025, lorsque la crevette avait dépassé le pétrole sur l'ensemble de l'année.

**Toutefois, cette performance ne traduit pas pour autant une reprise de l'activité pétrolière.** Le pays a exporté 42,7 M de barils de brut et de dérivés, soit une baisse de -7,7 % sur un an. Malgré ce recul des volumes, la valeur des exportations pétrolières a progressé de 3,8 %. Cette hausse s'explique par l'augmentation des cours internationaux. Le baril équatorien s'est vendu en moyenne à 71,1 \$, en hausse de 13,6 % par rapport à 2025, en raison des tensions au Moyen-Orient. Au sein du secteur, les ventes de pétrole brut ont progressé en valeur, tandis que celles des produits dérivés ont reculé. Au total, les exportations équatoriennes ont atteint 12,6 Md\$ entre janvier et avril 2026. Ce montant représente une croissance de 3,3 % par rapport à la même période de l'année précédente.

**Le secteur des banques mutualistes (cooperativas de ahorro y credito, COAC) affiche des indicateurs dégradés sur les 4 premiers mois de l'année.**

**Les indicateurs d'avril 2026 mettent en évidence la vulnérabilité grandissante du**

**secteur des banques mutualistes, selon la surintendance des banques et la surintendance à l'économie solidaire et populaire.** S'agissant du segment 1, qui regroupe les plus grandes banques mutualistes du pays (équivalentes parfois à des banques de taille moyenne), les écarts de qualité du portefeuille de crédits sont particulièrement marqués. Les taux de créances douteuses varient de 1,16 % à 16,13 %, traduisant des capacités de gestion du risque très inégales. La majorité des banques mutualistes du segment 1 présente toutefois des taux de créances douteuses compris entre 8 % et 12 %. Cette concentration suggère que les tensions actuelles affectent une large partie du système financier des banques mutualistes et ne relevant plus de cas isolés. La Superintendance de l'économie populaire et solidaire précise néanmoins que le taux de couverture des créances douteuses atteint 100 % en avril 2026.

**Le segment du microcrédit apparaît comme le segment le plus exposé à cette dégradation.** Ainsi, entre février 2020 et mars 2025, son taux de non-remboursement est passé de 5,7 % à 9,3 %, soit une hausse de 63 %. Le ralentissement de la consommation, les difficultés de trésorerie et l'augmentation des coûts d'exploitation fragilisent les petits emprunteurs. Le recours au crédit pour assurer la survie des activités, plutôt que leur expansion, accroît les risques de défaut.

# Guyana

**Le Guyana aurait engendré 353 M\$ grâce à la vente de crédits carbone depuis 2022.**

**La vente de crédits carbone aurait rapporté 353 M\$ au Guyana depuis 2022, générant ainsi des financements pour le développement économique des communautés amérindiennes et pour le développement durable.** En 2022, le Guyana est devenu le premier pays au monde à se voir délivrer des

crédits carbone par le biais des mécanismes REDD+ (Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement). Les Nations Unis ont créé ce programme afin que les pays en développement qui mettent en place des projets pour réduire la déforestation et augmenter le stockage de carbone puissent recevoir des financements internationaux (cf. [Brèves semaine 18](#)).

Avec une forêt tropicale occupant 86 % de sa superficie terrestre, le Guyana possède le deuxième taux de couverture forestière le plus élevé au monde et l'un des taux de déforestation les plus faibles. À ce jour, plus de 69 M\$ (14,4 Md GYD), soit 20 % des fonds, ont été affectés à environ 252 villages amérindiens depuis 2023, dont 23 M\$ (4,8 Md GYD) ont été déboursés en 2025 pour financer des initiatives dans les domaines du tourisme et de l'agriculture, entre autres. Au total, plus de 3 000 projets ont été réalisés dans ces villages, comme la création de crèches ou de programmes alimentaires. Les 80 % restants sont investis dans la Stratégie de développement bas carbone (LCDS).

Cette année, la Directrice principale du climat et du REDD+ au bureau du président, Pradeepa Bholanath, prévoit que les flux de crédits carbone s'élèveront à environ 237,6 M\$ (49,7 Md GYD) pour 2026.

## Pérou

**Le chômage à Lima chute à un niveau historique de 5 %.**

**Entre mars et mai 2026, le chômage dans la région métropolitaine de Lima atteint 5 %, soit son niveau le plus bas depuis 2001**, selon l'Institut National de Statistiques et d'Informatique (INEI). La population employée a quant à elle augmenté de 6,7 % sur la même période (en g.a), ce qui représente près de 368 000 emplois supplémentaires. Le nombre total de personnes en emploi atteint

désormais 5,88 M. Cette progression a été principalement portée par les secteurs de la construction (+9,4 %), du commerce (+7,7 %), des services (+6,1 %) et de l'industrie manufacturière (+4,1 %). Dans ce contexte, le taux de chômage a reculé à 5 %, contre 5,6 % un an auparavant. Les travailleurs titulaires d'un diplôme universitaire ont été les principaux bénéficiaires de cette dynamique, leur nombre augmentant de plus de 20 % sur un an. Par ailleurs, malgré la baisse du chômage, le sous-emploi reste élevé et concerne encore environ 34 % des travailleurs de la capitale, illustrant les défis persistants en matière de qualité de l'emploi au Pérou.

**Le respect des objectifs budgétaires du Pérou reste incertain à moyen terme.**

**Malgré une amélioration récente des comptes publics, le Pérou pourrait ne pas respecter sa trajectoire budgétaire au cours des prochaines années**, selon le Conseil privé de la compétitivité (un think tank). Le déficit fiscal atteindrait 2,1 % du PIB en 2026, contre un objectif officiel de 1,8 %, puis se maintiendrait autour de 2 % du PIB jusqu'en 2029. Cette trajectoire serait incompatible avec les règles budgétaires en vigueur, qui prévoient un plafond de déficit de 1,4 % du PIB en 2027, puis de 1 % du PIB à partir de 2028. Cette situation s'explique notamment par la progression des dépenses courantes, l'impact budgétaire des lois adoptées par le Congrès et le risque de nouveaux soutiens financiers à Petroperú, dont une nouvelle opération de 2 Md\$ approuvée le 11 mai 2026. Les experts soulignent par ailleurs que l'amélioration récente du déficit, ramené à 1,6 % du PIB en mai 2026, reflète en partie le niveau élevé des prix des matières premières et pourrait donc ne pas être durable. Dans ce contexte, ils estiment que le prochain gouvernement devra conjuguer discipline budgétaire, maîtrise des dépenses et réformes institutionnelles afin de préserver la soutenabilité des finances publiques.

# Suriname

**TotalEnergies a identifié de nouveaux sites de forage sur son bloc pétrolier offshore.**

**De nouveaux sites de forage ont été identifiés sur le bloc 58, zone dont la licence d'exploitation appartient au groupe français TotalEnergies.** Cela permettrait au bloc de devenir le premier site de production de pétrole brut en eaux profondes du pays d'ici 2028. Les emplacements concernés sont les puits d'exploration et d'évaluation de Profosu, Fremosoe, Marbonsoe et Sagoewenki. TotalEnergies détient une participation de 50 % dans le bloc 58, ce qui lui permettra à terme d'exploiter le pétrole dans ces zones, bien que l'État reste propriétaire des ressources. Ces informations ont été fournies par le groupe dans un projet de plan de gestion environnementale présenté à l'autorité environnementale du Suriname afin d'obtenir l'autorisation de réaliser des études géophysiques et géotechniques. Ces études devraient se dérouler au cours du second semestre 2026 et auront pour objectif de déterminer les conditions du fond et du sous-sol marins, notamment les risques géologiques qui pourraient affecter le forage. Elles dureront entre 20 et 34 jours et couvriront une superficie comprise entre 27 et 45 km<sup>2</sup>.

# Venezuela

**Repsol signe un accord pour explorer une nouvelle zone pétrolière.**

**La société espagnole Repsol a signé un accord d'intention avec le ministère vénézuélien des Hydrocarbures et la compagnie pétrolière nationale PDVSA afin d'étudier la zone pétrolière d'Horcón.** Ce protocole d'accord confirme également la volonté des parties d'analyser de nouvelles opportunités liées au gaz naturel, qui pourrait permettre, à terme,

une extension de la coopération énergétique au-delà du secteur pétrolier. En plus de la signature de l'accord, la réunion entre les parties a permis d'aborder diverses questions liées à l'activité de Repsol dans le pays.

Parmi les sujets évoqués figuraient l'avancement opérationnel des actifs que la société exploite au Venezuela ainsi que les mécanismes de paiement associés aux accords actuellement en vigueur entre l'entreprise espagnole et les autorités vénézuéliennes. Les parties ont également examiné les investissements déjà engagés afin d'assurer la continuité et la croissance des opérations de Repsol au Venezuela.

Cette signature intervient quelques mois seulement après que le PDG de Repsol a indiqué au président américain Donald Trump que l'entreprise était prête à investir massivement au Venezuela et qu'elle disposait de la capacité de tripler sa production de pétrole brut, pour atteindre environ 135 000 bpj, sous réserve de conditions favorables.

**Malgré une offre concurrente, le Venezuela conserverait Centerview Partners comme unique conseiller financier.**

**Une banque d'investissement de renom aurait proposé une commission de 25 M\$ pour superviser la restructuration de la dette souveraine vénézuélienne,** selon Bloomberg. Cette offre serait inférieure à celle négociée par Centerview avec le gouvernement, qui atteindrait au moins 150 M\$. En effet, selon un projet de contrat consulté par Bloomberg, Centerview aurait négocié un paiement mensuel fixe de 750.000 \$ et une commission de succès équivalente à 0,1 % du montant total de la dette restructurée, ce qui représenterait une rémunération comprise entre 150 et 200 M\$, des chiffres exagérés selon un porte-parole de Centerview Partners.

En définitive, le Venezuela a confirmé dimanche qu'il comptait conserver Centerview comme unique conseiller financier. « Le processus de sélection des conseillers est déjà achevé », a déclaré le ministère vénézuélien de la Communication. Le Venezuela a annoncé le mois dernier que

Centerview dirigerait le processus de restructuration des obligations, prêts et autres créances, estimés entre 150 Md\$ et 200 Md\$, l'objectif final étant de rétablir l'accès du pays aux marchés internationaux de capitaux.

## Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md\$)	PIB/hab. à prix courants (K\$)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
				2025	2026 p.			2023	Variation par rapport à 2022	
	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2025	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2026 p.
Bolivie	12,7	80,7	6,3	-1,2	-3,3	1,2	102,7	108	+5	25,0
Colombie	53,4	539,6	10,1	2,6	2,3	-2,5	60,9	83	+2	6,3
Equateur	18,2	138,2	7,6	3,7	2,5	5,2	54,4 (2025)	88	+1	3,0
Guyana	1,0	34,0	33,2	19,3	16,2	21,5	29,2	89	+6	5,7
Pérou	34,7	380,9	11,0	3,4	2,8	3,4	30,0	79	0	2,5
Suriname	0,7	5,9	8,9	1,5	3,9	-44,8	87,1	114	+2	12,0
Venezuela	26,9	111,3	4,1	1,5	4,0	7,1	308,7 (2025)	121	0	219,7
Argentine	47,9	688,4	14,4	4,4	3,5	-0,8	70,4	47	0	25,0
Brésil	214,1	2 635,9	12,3	2,3	1,9	-2,7	102,7	84	+2	4,3
Chili	20,2	407,8	20,2	2,3	2,4	-0,8	42,5	45	0	3,6
Mexique	134,4	2 120,9	15,8	0,6	1,6	-0,4	62,7	81	+3	3,9

Source : FMI, WEO, avril 2026

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

[jacques.robin@dgtresor.gouv.fr](mailto:jacques.robin@dgtresor.gouv.fr), [sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr](mailto:sebastien.andrieux@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Carla DERVILLE, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Marie REBOURS, Jacques ROBIN, Victoria SEIGNEZ.

[Abonnez-vous en cliquant sur ce lien](#)